

DISCOURS Patrick RAME

AG 91

27 SEPTEMBRE 2018

Monsieur le Vice-président du Conseil Départemental de l'Essonne

Mesdames et messieurs les Elus

Madame la présidente du tribunal de Commerce d'Evry

Monsieur le président de la Caisse Congés Intempéries d'île de France,

Mon cher Bernard

Monsieur le Président de la FFB 91, Mon Cher Fabien

Mesdames et Messieurs les présidents

Mesdames et Messieurs les Directeurs

Mesdames Messieurs Mes chers amis

C'est vraiment une très grande joie pour moi d'être parmi vous ce soir.

Je remercie Fabien pour son invitation et je le félicite pour l'organisation de cette Assemblée avec notamment la démonstration de l'utilité des drones pour nos métiers du bâtiment.

Je sais que les jeunes entrepreneurs sont sensibles à ces nouvelles technologies.

Les drones, le BIM, les imprimantes 3D, l'intelligence artificielle ; voilà des nouveautés qui vont transformer notre société et donc nos métiers du bâtiment.

Un jour, pas si éloigné de nous, nous pourrons avec notre iPhone, appeler une voiture qui viendra, sans chauffeur, nous transporter...

Soyons optimiste.

L'optimisme est plus que jamais d'actualité. Loin d'être une idée naïve, c'est un combat de tous les jours qui invite à l'action pour changer, pour innover et pour avancer.

Nous sommes, nous entrepreneurs, toujours sur le front à mener des combats pour développer, sauvegarder, nos entreprises.

Il nous faut, sans retard, nous adapter à l'évolution de ces nouvelles technologies.

L'activité :

L'activité du bâtiment qui a connu une réelle embellie en 2017, s'essouffle un peu en 2018, mais elle reste positive.

Au niveau National, le logement neuf annonce un décrochage – 3,5% des mises en chantier avec une accélération à - 5,10% sur les trois derniers mois.

A l'inverse, le Non Résidentiel neuf confirme son embelli avec +13.8% de surfaces en chantier.

Cet écart de tendance entre ces deux segments ne peut être imputé qu'à l'érosion des dispositifs de soutien (PTZ, Pinel, APL)

Mais nous avons la chance d'être en région ile de France, avec des projets d'envergure, le Grand Paris, les JO.

De nombreux engagements sont pris par les pouvoirs publics pour ne pas oublier l'accès des TPE PME à ces marchés.

En tant que président de la FFB ile de France, j'aurai un regard attentif à ce que soient respectés ces engagements.

LE GRAND PARIS : Certes les travaux du Grand Paris Express concernent plus, à l'heure actuelle, les travaux publics que le bâtiment mais les montants d'investissement liés aux objectifs de logements du Grand Paris sont de l'ordre de 53 Milliards d'euros à l'horizon 2030, dont

11 Milliards d'euros pour logement social et 42 Milliards d'euros pour le logement privé.

Nos entreprises régionales devront participer à ce fabuleux chantier.

LES JO

Bien que l'événement soit national, l'essentiel des constructions lié aux jeux olympiques est concentré en région parisienne.

Deux noms à retenir :

LE COJO et SOLIDEO

Le COJO : comité d'organisation des Jeux Olympiques. Ce comité s'occupe de l'aspect sportif des jeux

SOLIDEO : La société de livraison des équipements olympiques est la structure créée, en fin d'année 2017, pour réaliser l'ensemble des ouvrages, des équipements, des routes, des stades, des enceintes sportives et du village olympique.

Son budget est de 3 milliard d'euros hors taxe, dont 1,374 milliard d'euros en financement public (Mairie de Paris, Région Ile-de-France, collectivités locales...) et 250 millions d'euros de financement privé issus de la vente des charges foncières.

720 millions d'euros seront investis dans la rénovation de 51 sites existants.

Ces Jeux Olympiques doivent être une formidable opportunité pour nos entreprises. Le Gouvernement a demandé à SOLIDEO que 25 % des marchés soient dévolus aux PME.

Mais serons-nous en capacité de pouvoir répondre à cette demande, Aurons-nous le personnel qualifié, formé pour réaliser ces chantiers ?

A ce titre, nous travaillons sur deux leviers : celui de l'apprentissage qui doit être évidemment développé et revalorisé, c'est le sens de la réforme actuelle, et celui du programme d'investissement dans les compétences (PIC) dans lequel l'État investit 1,1 milliard d'euros en Île-de-France pour amener les jeunes et les publics fragiles vers l'emploi durable grâce à une formation qualifiante.

D'ores et déjà nous participons systématiquement à toutes les réunions pour faire entendre la voix de la profession et défendre les TPE PME.

Ces grandes opérations d'aménagement et ces projets structurants sont un accélérateur exceptionnel d'activité et d'offres d'emploi pour notre région et pour le bâtiment.

Sachez que votre président, Fabien DAURAT et moi-même serons là pour vous aider et vous accompagner face à ces grands défis.

Pour terminer, je voudrai vous présenter notre opération 15 000 bâtisseurs.

La FFB Nationale, par l'intermédiaire de son Président Jacques Chanut, s'est engagée à favoriser l'accès aux entreprises du bâtiment à 15 000 jeunes et demandeurs d'emploi, prioritairement issus des quartiers de la politique de la ville. Cela représente 1 514 quartiers dans 859 communes dont 40% appartiennent à la région ile de France.

Nous avons signé, le 18 Juillet, un protocole d'accord avec le Ministère du Travail et le Ministère de la Cohésion des Territoires.

Pour réussir cette initiative, le Ministère du Travail et le Ministère de la Cohésion des Territoires, en lien avec les services de l'État, s'engagent à mobiliser les acteurs du service public de l'emploi ainsi que les réseaux

associatifs en lien avec les Conseils régionaux et les Conseils Départementaux pour identifier 15 000 jeunes et demandeurs d'emploi qui veulent intégrer le secteur du bâtiment.

La FFB et ses adhérents s'engagent à proposer sur l'année 2018 / 2019, à l'échelon national, 15 000 contrats de travail dont des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation en vue d'un emploi stable.

La profession a créé 27 000 emplois en 2017, elle va en créer 30 000 en 2018.

Notre secteur connaît une reprise d'activité qui provoque des tensions.

La profession accueille des jeunes, non seulement en formation de tous niveaux, du CAP au diplôme d'ingénieur mais aussi des demandeurs d'emploi et des jeunes sans qualification.

Nos entreprises participent, depuis toujours, à l'accueil et à l'intégration du public en difficulté, éloigné du monde du travail à travers un réseau de GEIQ et de structures locales.

Cette opération ambitieuse exige un engagement fort de toutes nos fédérations départementales, un vadémécum est en cours de diffusion,

les préfets départementaux à l'égalité des chances ont déjà été informés, Pôle Emploi commence, dans certains départements, à nommer des référents bâtiment pour prendre contact avec nos secrétaires généraux.

Il nous faut maintenant nous mobiliser.

En conclusion je citerai Jacques Chanut :

« La FFB est particulièrement fière de s'engager dans l'opération des « 15 000 » bâtisseurs, notre organisation professionnelle prend à cœur son rôle de fédérateur et est prête à accueillir les femmes et les hommes qui veulent préparer leur avenir professionnel dans notre secteur d'activité »